

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/004495]

18 AVRIL 2024. — Décret instituant le dispositif du monitoring des référentiels du tronc commun dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le Livre 1^{er}, Titre 6, Chapitre 2, Section 1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré, après l'alinéa 4 de l'article 1.6.2-1, § 2, ce qui suit :

« Lorsque le Comité de monitoring des référentiels visé à l'article 2.6.1-2, § 1^{er} suggère des propositions de modifications d'un ou plusieurs référentiel(s) dans son rapport annuel, le Gouvernement peut, tout en se basant également sur l'avis de la Commission de pilotage visée à l'article 1.6.1-1, et s'il l'estime pertinent, charger la Commission des référentiels et des programmes de proposer des adaptations aux référentiels adoptés conformément à l'article 1.4.4-1, § 1^{er}, accompagnées d'un avis motivé. Lorsque la Commission des référentiels et des programmes propose des adaptations qui s'écartent de la proposition initiale, elle les motive également dans son avis.

Les référentiels du tronc commun ainsi modifiés sont adoptés conformément à la procédure prévue à l'article 1.4.4-1, § 1^{er}. »

Art. 2. Dans le Livre 2 du même Code, l'intitulé " Titre IV. - Evaluation du tronc commun » est renuméroté comme suit : « Titre VI. – Evaluation du tronc commun ».

Art. 3. Dans le Livre 2, Titre 6, du même Code, il est inséré un nouvel article 2.6.1-2 dont la teneur suit :

« Article 2.6.1-2.-§ 1^{er}. Il est créé un Comité de monitoring des référentiels du tronc commun qui a pour mission d'évaluer la manière dont se déroule le déploiement des référentiels du tronc commun sur le terrain et, en fonction des difficultés éventuelles constatées, de pouvoir suggérer des recommandations de l'ordre de l'accompagnement de cette mise en œuvre ou en termes d'adaptations des référentiels. Le Comité de monitoring porte une attention particulière à la soutenabilité des référentiels et aux autres qualités visées dans la Charte des référentiels définies à l'article 1.6.2-1, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o.

Afin de mener cette évaluation, le Comité de monitoring élabore des indicateurs et supervise des dispositifs de collecte de données mis en œuvre par les Services du Gouvernement et le Service général de l'Inspection, notamment au regard des mesures mises en place pour assurer un soutien aux publics scolaires les plus fragilisés.

§ 2. Le Comité de monitoring est présidé par l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ou une personne désignée par celui-ci. Il est composé comme suit :

1^o cinq représentants de l'Administration en charge du pilotage du système éducatif dont un ou plusieurs d'entre eux sont également membre(s) de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun visée à l'article 1.6.2-1, § 1^{er} ;

2^o trois représentants du Service général de l'Inspection dont un ou plusieurs d'entre eux sont également membre(s) de la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun visée à l'article 1.6.2-1, § 1^{er} ;

3^o un représentant du Ministre de l'Éducation ;

4^o cinq représentants des pouvoirs organisateurs dont :

a. un représentant des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 3^o ;

b. un représentant des pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 4^o ;

c. un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 1^o ;

d. un représentant les pouvoirs organisateurs visés à l'article 1.6.5-2, § 1^{er}, alinéa 5, 2^o ;

e. un représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement ;

5^o trois experts provenant d'établissements d'enseignement supérieur ayant une expérience ou une compétence en lien avec la récolte et l'analyse de données, l'accompagnement au changement ou l'évaluation des politiques publiques. Ces membres ne peuvent pas faire partie de la Commission des référentiels et des programmes ;

6^o deux experts provenant d'établissements d'enseignement supérieur ayant une expérience ou une compétence en lien avec la pédagogie et les matières dispensées dans les référentiels du tronc commun. Ces membres ne peuvent pas faire partie de la Commission des référentiels et des programmes.

Les membres du Comité de monitoring visés à l'alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o sont désignés par le Gouvernement sur base d'une proposition de l'ARES.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, 5^o et 6^o, sont remboursés de leurs frais de déplacement selon les modalités établies par le Gouvernement.

Le Gouvernement désigne les membres et fixe les modalités de fonctionnement du Comité de monitoring, en ce compris la méthodologie de récolte des données et les catégories d'indicateurs.

§ 3. A partir de l'année scolaire 2023-2024, et jusqu'en 2030 au minimum, le Comité de monitoring visé au § 1^{er} rédige un rapport bisannuel qu'il transmet au Gouvernement. Le premier rapport sera transmis en décembre 2024.

Le Comité de monitoring peut produire des recommandations qu'il transmet au Gouvernement.

§ 4. Le rapport et les recommandations du Comité de monitoring sont également transmis à la commission de pilotage (COPI), visée à l'article 1.6.1-1, à la Commission de coordination de la formation initiale des enseignants de l'enseignement obligatoire, de promotion sociale et secondaire artistique à horaire réduit (COCOFIE), visée à l'article 7 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et au Conseil de la formation professionnelle continue (COFOPRO), visé à l'article 6.1.5-2 du Code.

La COPI remet au Gouvernement, dans les trois mois à dater de la réception du rapport ou d'une recommandation du Comité de monitoring, un avis concernant ce rapport ou cette recommandation. L'avis peut porter sur d'autres propositions, s'il le souhaite. Ce rapport de la COPI est également transmis à la COCOFIE et au COFOPRO.

Les instances représentées au sein de la COPI, de la COCOFIE et du COFOPRO peuvent contacter d'initiative le Comité de monitoring des référentiels afin de porter à sa connaissance une situation particulière ayant trait à l'implémentation des référentiels.

§ 5. Lorsque le rapport et les recommandations du Comité de monitoring comportent des propositions d'actions, le Gouvernement peut les mettre en œuvre en tout ou en partie et, le cas échéant, se consulte avec le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé et les fédérations de pouvoirs organisateurs.

Lorsque le rapport ou les recommandations comportent une ou plusieurs suggestion(s) de modifications des référentiels, le Gouvernement peut, tout en se basant également sur l'avis de la COPI et s'il l'estime pertinent, charger la Commission des référentiels et des programmes visée à l'article 1.6.2-1 de procéder à des modifications, conformément à la procédure définie à l'article 1.6.2-1, alinéa 5. »

Art. 4. Le présent décret entre vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 700-1 – Amendement(s) en commission, 700-2 – Amendement(s) en séance, n° 700-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 700-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/004495]

18 APRIL 2024. — Decreet tot instelling van het systeem van toezicht op de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In Boek 1, Titel 6, Hoofdstuk 2, Afdeling 1 van de Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt, na het vierde lid van artikel 1.6.2-1, § 2, het volgende ingevoegd:

“Wanneer het Comité van toezicht op de referentiesystemen bedoeld in artikel 2.6.1-2, § 1, in zijn jaarverslag voorstellen doet tot wijziging van een of meer referentiesystemen, kan de Regering, ook op basis van het advies van de Sturingscommissie bedoeld in artikel 1.6.1-1, en indien het dit relevant acht, de Commissie voor referentiesystemen en programma's opdragen aanpassingen aan de referentiesystemen aangenomen overeenkomstig artikel 1.4.4-1, § 1, voor te stellen, vergezeld van een met redenen omkleed advies.”. Als de Commissie voor referentiesystemen en programma's aanpassingen voorstelt die afwijken van het oorspronkelijke voorstel, geeft zij in haar advies ook de redenen daarvoor.

De gewijzigde referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern worden aangenomen overeenkomstig de procedure van artikel 1.4.4-1, § 1. »

Art. 2. In Boek 2 van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift “Titel IV. - Evaluatie van de gemeenschappelijke kern” als volgt hernoemd: “Titel VI. - Evaluatie van de gemeenschappelijke kern”.

Art. 3. In Boek 2, Titel 6, van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw artikel 2.6.1-2 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Artikel 2.6.1-2. § 1. Er wordt een Comité van toezicht op de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern opgericht met als opdracht de evaluatie van de manier waarop de implementatie van de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern op het terrein plaatsvindt en, als er problemen worden vastgesteld, aanbevelingen doen voor de ondersteuning van deze implementatie of in termen van aanpassingen van deze referentiesystemen. Het Comité van toezicht besteedt bijzondere aandacht aan de duurzaamheid van de referentiesystemen en aan de andere kwaliteiten waarnaar wordt verwezen in het Handvest van referentiesystemen bedoeld in artikel 1.6.2-1, § 2, eerste lid, 5°.

Om deze evaluatie uit te voeren, ontwikkelt het Comité van toezicht indicatoren en houdt het toezicht op de systemen van gegevensverzameling die door de Diensten van de Regering en de Algemene inspectiedienst worden geïmplementeerd, met name met betrekking tot de maatregelen die zijn ingesteld om steun voor de meest kwetsbare schoolgroepen te garanderen.

§ 2. Het Comité van toezicht wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal van de Algemene Administratie Onderwijs of een door hem aangewezen persoon. Het wordt samengesteld als volgt :

1° vijf vertegenwoordigers van de Administratie belast met de sturing van het onderwijssysteem, van wie er één of meer ook lid is/zijn van de Commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.6.2-1, § 1;

2° drie vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst, van wie één of meer ook lid is/zijn van de Commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 1.6.2-1, § 1 ;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Onderwijs;

4° vijf vertegenwoordigers van de inrichtende machten, waaronder :

- a. een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 3° ;
- b. een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 4° ;
- c. een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 1° ;
- d. een vertegenwoordiger van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-2, § 1, vijfde lid, 2° ;
- e. een vertegenwoordiger van "Wallonie-Bruxelles Enseignement" ;

5° drie deskundigen uit instellingen voor hoger onderwijs met ervaring of vaardigheden in gegevensverzameling en -analyse, veranderingsmanagement of evaluatie van overheidsbeleid. Deze leden mogen geen lid zijn van de Commissie voor referentiesystemen en programma's ;

6° twee deskundigen van instellingen voor hoger onderwijs met ervaring of vaardigheden op het gebied van lesgeven en de vakken die in de referentiesystemen van de gemeenschappelijke kern worden onderwezen. Deze leden mogen geen lid zijn van de Commissie voor referentiesystemen en programma's.

De leden van het Comité van toezicht bedoeld in het eerste lid, 5° en 6°, worden aangesteld door de Regering op voordracht van ARES.

De reiskosten van de leden bedoeld in het eerste lid, 4°, 5° en 6° worden terugbetaald volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering.

De regering stelt de leden aan en bepaalt de nadere regels voor de werking van het Comité van toezicht, met inbegrip van de methodologie voor het verzamelen van gegevens en de categorieën indicatoren.

§ 3. Vanaf het schooljaar 2023-2024, en ten minste tot 2030, stelt het Comité van toezicht bedoeld in § 1 een tweejaarlijks verslag op dat het Comité aan de Regering zendt. Het eerste verslag zal in december 2024 doorgestuurd worden.

Het Comité van toezicht kan aanbevelingen doen die het naar de regering doorstuurt.

§ 4. Het verslag en de aanbevelingen van het Comité van toezicht worden ook doorgestuurd naar de Sturingscommissie (COPI), waarnaar wordt verwezen in artikel 1.6.1-1, naar de Coördinatiecommissie voor initiële leerkrachtenopleiding in het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan (COCOFIE), waarnaar wordt verwezen in artikel 7 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, en naar de Raad voor de voortgezette beroepsopleiding (COFOPRO), waarnaar wordt verwezen in artikel 6.1.5-2 van het Wetboek.

Binnen drie maanden na ontvangst van een verslag of aanbeveling van het Comité van toezicht zal de COPI een advies over het verslag of de aanbeveling aan de regering voorleggen. Het advies kan, indien gewenst, ook betrekking hebben op andere voorstellen. Dit COPI-verslag wordt ook naar COCOFIE en COFOPRO gestuurd.

De instanties die vertegenwoordigd zijn in COPI, COCOFIE en COFOPRO kunnen op eigen initiatief contact opnemen met het Comité voor toezicht op de referentiesystemen om een bijzondere situatie met betrekking tot de implementatie van de referentiesystemen onder de aandacht van dit comité te brengen.

§ 5. Wanneer het verslag en de aanbevelingen van het Comité van toezicht actievoorstellen bevatten, kan de Regering deze geheel of gedeeltelijk uitvoeren en zal zij, in voorkomend geval, overleg plegen met de inrichtende macht van het georganiseerd onderwijs en de federaties van inrichtende machten.

Indien het verslag of de aanbevelingen een of meer suggesties voor wijzigingen van de referentiesystemen bevatten, kan de Regering, mede op basis van het advies van de COPI en indien zij dit relevant acht, de Commissie voor referentiesystemen en programma's bedoeld in artikel 1.6.2-1, opdragen wijzigingen aan te brengen, overeenkomstig de procedure omschreven in artikel 1.6.2-1, vijfde lid. »

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 700-1 - Commissieamendement(en), nr. 700-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 700-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 700-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.